

**IL A COMMENTÉ LES TOUTES DERNIÈRES MANIFESTATIONS  
ET REVENDIQUÉ PLUS D'OUVERTURE POLITIQUE**

# Revoilà Djahid Younsi

*Les troubles qu'a connus le pays ces derniers jours, œuvre de jeunes en colère, ont donné aux politiques, plongés dans la léthargie depuis des mois, matière à s'exprimer et revendiquer l'ouverture et la liberté. Hier, c'était au tour du Mouvement pour la réforme nationale (MRN) de commenter les événements. Néanmoins, la formation du candidat malheureux à la toute dernière élection présidentielle, Mohamed Djahid Younsi, est allée jusqu'à plaider pour l'organisation de législatives anticipées.*

**Lyas Hallas — Alger (Le Soir)** — Eclipsé depuis sa défaite aux élections présidentielles, Djahid Younsi, qui avait joué au lièvre dans une grande mascarade démocratique ayant permis à Bouteflika de succéder à lui-même, a ainsi sauté sur l'occasion pour décrier un «pouvoir illégitime du gouvernement», composé, selon ses termes, de «fraudeurs».

Signe des temps, la formation remet sur la table un document portant une plateforme de revendications intitulée «Charte des droits et des libertés démocratiques en Algérie», rédigée en mai 2010, soit plusieurs mois avant que des «ados» ne sortent dans la rue. Présentée par ce même Djahid Younsi lors d'une conférence de presse tenue au siège du

Mouvement à Belouizdad, la plateforme se voulait «fédératrice des forces politiques du pays dans le but de redresser le processus démocratique engagé à la faveur de la Constitution du 23 février 1989». Elle propose, entre autres, «la révision des derniers amendements introduits dans la loi fondamentale, la levée de l'état d'urgence, l'ouverture des médias lourds aux partis de l'opposition et la tenue d'élections législatives anticipées». De son côté, l'actuel secrétaire général du parti, Djamel Benabdessellem, a exprimé la position de cette formation vis-à-vis du mouvement de protestation ayant embrasé pen-

dant deux jours une vingtaine de wilayas. «Le ministre de l'Intérieur a invité la classe politique à appeler au calme et à sensibiliser les jeunes contre la violence. Nous disons que nous sommes un parti d'opposition et pas des pompiers. Qu'il le demande à ceux qui sont dans le gouvernement», s'est-il défendu. Et de renvoyer la balle dans le camp du ministère, celui-là même qui les a légitimés au moment de l'éviction de Djaballah de la chefferie du parti : «Nous invitons le ministère de l'Intérieur à ouvrir le champ politique, à autoriser les manifestations pacifiques, car c'est la fermeture, le mépris, le monopole de la décision, le despotisme,

l'étatisation des œuvres caritatives (...) qui ont poussé ces jeunes à la violence, et la hausse des prix du sucre et de l'huile n'était que la goutte qui a fait déborder le vase.» M. Benabdessellem a développé un réquisitoire contre ce qu'il qualifie de «pouvoir tyrannique» pour ainsi remettre en question la politique socioéconomique du gouvernement : «Avant 1990, toutes les classes populaires goûtaient à la rente pétrolière. Aujourd'hui, cela est devenu l'apanage d'une minorité privilégiée. Cette rente est depuis distribuée à travers les marchés publics, les monopoles... C'est la corruption généralisée qui a poussé ces jeunes à sortir

dans la rue», soutiendra-t-il. Ceci avant de critiquer la réaction du gouvernement à la crise et commenter les mesures prises pour faire baisser les prix de l'huile et du sucre : «Ce ne sont que des calmants qui ne régleront pas pour autant le problème. Ces mesures ne feront que conforter les barons de l'import dans leur position, ceux-là mêmes qui se sont engraisés dans l'ombre du régime et à travers les scandales financiers qui sont devenus sa marque de fabrique : Khalifa, Sonatrach, l'auto-route Est-Ouest (...) Or, le salut ne viendra que par l'encouragement de la création de richesses». **L. H.**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
RASSURE SES ÉLÈVES :**

## «Les examens du bac ne concerneront que les leçons dispensées en classe»

*Une conférence nationale aura lieu le 25 mai prochain pour déterminer les sujets des examens. L'approche par compétence ne sera pas appliquée cette année et les élèves auront le choix entre deux sujets.*

**Irane Belkhedim — Alger (Le Soir)** — «Les élèves qui passeront l'examen du baccalauréat doivent être rassurés, car les sujets d'examen ne porteront que sur les leçons qui ont été dispensées en classe. Une conférence nationale sera organisée le 25 mai prochain pour déterminer les cours qui seront proposés dans l'examen prévu le 11 juin 2011», a indiqué un communiqué que le ministère de l'Éducation a adressé récemment à tous les directeurs de l'éducation. En outre, les mesures prises l'année dernière et qui concernent toutes les filières, rappelle ladite correspondance, seront maintenues. Il s'agit de proposer deux sujets d'examen au choix dans toutes les matières, d'ajouter 30 minutes à l'heure d'examen et la non-

application de l'approche par compétence. «Étant le premier responsable du respect de ces mesures, le ministère de l'Éducation nationale rassure tout le monde qu'il veillera à l'application rigoureuse de ces décisions que le ministre suit de très près». Lundi dernier, des élèves des classes terminales de certains lycées algérois ont refusé de rejoindre leurs cours. Une manière de protester contre la surcharge des programmes et l'impossibilité de l'assimiler, car les enseignants sont pressés d'en finir, pour respecter les délais fixés. Un mouvement spontané qui, visiblement, s'est calmé. Hier, les Algérois n'ont pas suivi et les élèves ont repris leurs cours normalement. «La plupart de mes camarades sont rentrés en classe, pourtant nous avions prévu de protester ! Nous comptons reprendre la grève mercredi», confie Radia, qui étudie au lycée Ibn-Ennass, situé à la Place 1<sup>er</sup>-Mai. «Non, nous avons étudié. Pas de grève», lâche Tahar, élève au lycée

Barberousse, sis à la place Audin. Les inspecteurs de l'éducation ont également été saisis. Le ministère de l'Éducation nationale leur a adressé un courrier dans lequel il les appelle à intensifier le suivi pédagogique et à accompagner les enseignants, particulièrement ceux des classes d'examen, pour assurer «les meilleures conditions de travail», «sans bourrage, ni précipitation». Aussi, les inspecteurs sont tenus de s'assurer que les travaux pratiques prévus dans les programmes scolaires soient effectués et que les cours de soutien et le travail collectif sont réellement effectués au niveau des écoles. L'inspecteur est également tenu de maîtriser la situation au niveau de sa circonscription pour pallier tout retard dans l'application des programmes, en élaborant un plan de rattrapage après concertation avec les enseignants, les directeurs des établissements éducatifs et les parents d'élèves, ajoute-t-on. **I. B.**

**ILS RÉCLAMENT LE DÉPART DE LEUR DIRECTEUR**

## Protestation des élèves du lycée de Annaba

*Le seul acte de protestation enregistré hier à Annaba a été le fait des élèves du lycée technique implanté à la rue Benbouhia.*

Sans sortir de l'enceinte de leur établissement, ces derniers ont exprimé, d'une manière un peu violente, leur mécontentement quant à la situation de leur lycée et appelé au départ du directeur. Ils lui reprochent sa façon de gérer l'établissement, la qualifiant

de dictatoriale. Comme ils ont souhaité l'allègement du programme qu'ils jugent trop chargé, et le renforcement des cours de soutien, principalement pour les classes d'examen. Leur mouvement s'est traduit par quelques dégâts, notamment la destruction de portes et fenêtres, et par un grand chahut. A part cet incident isolé, le calme semble s'installer à nouveau dans la ville d'Annaba où l'on ne

signale, depuis dimanche soir, aucune manifestation de rue ou acte de destruction. Les violentes émeutes qui ont marqué la ville, trois jours durant, ont pris fin, laissant place à une campagne d'assainissement et de ramassage des décombres et autres détritus qui jonchaient les rues des différents quartiers ayant vécu lesdits événements. Par ailleurs, selon un communiqué rendu public par les services

de la wilaya d'Annaba, la cause du décès le 7 janvier dernier à la cité du 11-Décembre-1960 d'un septuagénaire, n'aurait aucun lien avec les émeutes. Selon le certificat médical établi par le médecin-chef d'une polyclinique de la ville, le vieil homme a succombé à «un arrêt cardio-respiratoire, résultant d'une crise d'asthme bronchique».

**A. Bouacha**

**POUR EXIGER LA  
LIBÉRATION DU  
JEUNE TOUFIK  
Grève générale et  
marche populaire  
ce jeudi à  
M'chedallah**

Une réunion à laquelle étaient conviés tous les représentants des villages du arch des Imcheddalen, que des représentants des autres archs de la vallée du Sahel depuis Takerboust jusqu'aux Ath-Yaâla en passant par les Iwakuren, les Ath-Mansour, les Ath-Aïssi et les Imellahen a été tenue ce lundi, pour la libération du jeune Toufik, kidnappé jeudi dernier. A l'issue de cette réunion, qui a duré plus de quatre heures, tous les présents ont unanimement «condamné avec force, l'acte lâche et ignoble qui a ciblé le jeune Toufik Ahmanache et assuré sa famille de la solidarité de toute la population de la vallée du Sahel». En outre, les présents, tout en exigeant des ravisseurs la libération immédiate et sans conditions du citoyen Ahmanache Toufik sain et sauf, demandent aux autorités compétentes de déployer tous les moyens humains et matériels pour le libérer. Cela étant, les présents invitent tous les citoyens de la vallée, toutes obédiences confondues, à participer activement à la libération du jeune Toufik, en participant massivement à la marche populaire qui aura lieu demain jeudi au niveau de la daïra de M'chedallah et à une grève générale dans tous les secteurs. A l'adresse de tous ceux qui sont épris de liberté et de justice les présents déclarent : «Par cette mobilisation, nous libérerons le jeune Toufik qui a eu une fille née le lendemain de son enlèvement, pour que cette innocente puisse voir et connaître son père, et nous empêcherons que de tels actes odieux et ignobles se reproduisent». **Y. Y.**